L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. | NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 12 JUILLET 1870. | 43me Année—Vol. XLIII.

DE[illegible] & LINET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

[illegible] NOUVELLE-ORLÉANS.

[illegible] MARDI, 12 JUILLET.

ANTES A ÉPHÉMÉRIDES DU JOUR.

Pour les détails voir ce

Par J. Dejan, au magasin No [illegible] porcelaine de Limoges, services à [illegible] cette un lot de linge cuit—Assortiment de cravats, mulots, etc.

Par A. Roger & Co, à leurs salles [illegible] rue Magazine Levée—vente sans réserve de marchandises étrangères et américaines.

Par Eugène Tourné, aux magasins de MM. E. Bertholds & Co.—vin rouge.

Par S. Guimbellot, à l'hôtel de Pascal Lamarque, vente de la machine à dessiner du Deuxième Bureau—belle vaisselle de Mme Jeanne Johnston, appartement de vaches laitières, etc.

Par C. Valentin, au No 14 rue Natchez, vente de quarts de jambons, épaules, bœuf, porc, graisse, beurre, huile, vin, etc.

Par B. J. Montgomery, à la salle d'encans—Vente régulière de meubles.

Par Vincent & Co., au Nos 82 et 84 de la rue de Chartres—Marchandises sèches, "nouveautés" et assortis.

Par Hoffman, Harks & Co., au No 84 de la rue Chartres—Chaussures, habillements fins de [illegible]

ATTENTION !

Vente de 111 barriques vin rouge au magasin des importateurs, MM. Bertholds & Co., aujourd'hui, mardi 12 courant, à 10 heures et demie.

Ainsi Divers pour cette date. Voir les avis d'usage [illegible] Eugène Tourné.

CHEVAUX, Porcelaines, Linge fait et [illegible] meubles M. J. Dejan, jr., encanteur, vendra au [illegible] 12 juillet, à 10 heures et demie de matin, aux [illegible] de P. Linero, chevaux, malets et voitures [illegible] un cheval qui sera vendu pour le compte [illegible] appartiendra. A 11 heures du matin, au [illegible] d'importation, rue de la Douane No 8, [illegible] barriques et Levée, pour chez nos consignataires, [illegible] porcelaines de Limoges, et un lot d'étagère [illegible] fait d'importation directe, et à midi, [illegible] rue Jackson, près de la rue Laurel, [illegible] entier de la dite résidence, consistant en bons meubles, un chartier oak presque [illegible] et un belle bibliothèque.

La famille de Hohenzollern.

La famille de Hohenzollern est une des plus anciennes maisons souveraines d'Allemagne. Elle prétend descendre de Pharamond, duc de Bavière au VIIIe siècle et remonte certainement au XIe. Elle a pris son nom à un château situé sur le Neckar et construit au XIe siècle par le comte de Zollern. Rodolphe II, deuxième du nom, comte, qui vivait au [illegible] siècle, eut deux fils, Frédéric et Conrad, devenus les chefs de deux lignes principales, la ligne de Souabe, qui est le nom de Hohenzollern et la ligne franconne, de laquelle sortirent les princes électeurs de Brandebourg, depuis roi de Prusse. La ligne de Hohenzollern-Souabe s'éteignit elle-même en [illegible] branches à la fin du XVIe siècle.

Frédéric II, né vers 1545, mort en [illegible], fils de Charles Ier, devint chef de la branche aînée, qui prit le nom de Hohenzollern-Hechingen, du château d'Hechingen que ce prince avait fait bâtir; et Jean II, deuxième fils de Charles Ier, né en 1547, mort en 1606, fut le chef de la seconde branche, celle des Hohenzollern-Sigmaringen.

Le prince Leopold est le chef de cette dernière branche. Il est fils du prince Antoine qui avait épousé la princesse Joséphine, fille de la grande duchesse Stéphanie de Bade, née Beauharnais, tante de Napoléon III. Le frère de Leopold, le prince Charles, né en 1811, prince de Roumanie en 1866, marié en 1869, a épousé en 1861 la princesse Antonia de Portugal, sœur cadette du roi actuel Don Luis, et fille de Don Miguel, mari de la feue reine Maria de Gloria et qui est un prince allemand de la maison de Cobourg.

Une nous l'avons dit les deux principales branches de la Hohenzollern-Hechingen et de la Hohenzollern-Sigmaringen, qui finissent par la Confédération germanique, [illegible] englobées par la Prusse, il y a une [illegible] d'années, en vertu d'une abdication par laquelle les deux princes-régnants ont également renoncé à tous leurs droits éventuels à la couronne de Prusse. Le prince Léopold n'est donc plus qu'un simple sujet du roi de Prusse, et il a le titre de général dans l'armée prussienne.

LE PRINCE PERDU.—On verra dans nos [illegible] qu'un brave citoyen, M. Dave C. Johnson, Passage du Commerce, No 15, a perdu de sa poche, une récompense indéterminée de $100 à quiconque rendra à M. Charles Digby l'enfant volé dans la soirée du 4 juin 1870.

[illegible] MANS NOUVEAUX. — M. J. A. Jaquet, Royale, vient de recevoir une facture [illegible] nouveaux dont il opère en ce moment le déballage. Nous recommandons l'envoi aux touristes que la ville centrale loin de la Nouvelle-Orléans, dans les retraites champêtres d'où la lecture est le seul refuge contre l'ennui. On peut faire chez M. Jaquet, un choix de bons livres que la modicité des prix mettra à la portée de tout le monde.

[illegible] SUCRE. — M. Rafael Beltran a l'avantage de nous apporter deux échantillons à sucre provenant de l'habitation Mon Secours appartenant à M. J. A. Valdez, dans la paroisse Plaquemines. Ces échantillons sont très avancés en égard à la saison, et l'aspect d'ailleurs n'a pas moins de grands mérites formés. La récolte donne de bonnes espérances dans la paroisse Plaquemines.

[illegible] ENTALS! — Par la température sénégalienne qui règne à la Nouvelle-Orléans [illegible] quelques jours, il est devenu impossible de marcher, de travailler ou de [illegible] sans un éventail. Hommes et femmes, grands et petits, vieillards et enfants [illegible] ent à qui mieux-mieux. Mais [illegible] d'éventails le choix n'est pas toujours facile. Nous recommandons ceux annoncés aujourd'hui dans nos colonnes par Maison Daniger, 205 Canal, et qui sont d'invention japonaise.

[illegible] La machine à coudre de Grover & Baker, qui a remporté le prix aux Foires d'Etat de la Louisiane et du Texas, ne coûte que $55. Bureaux, 182, de la rue du Canal.

OPINION DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE DE PARIS.

Après avoir examiné avec soin deux produits de la parfumerie Oriza, fabriqués par l'honorable M. L. Legrand (1), chimiste distingué, le docteur O. Revell, dans un rapport spécial a déclaré : qu'il croit, avec ses collègues, à la possibilité de conserver [illegible] la fraîcheur et la beauté à la peau par l'usage fréquent de la Crème Oriza de Legrand et de l'Oriza-lacté, préparées selon les formules du savant Parfumeur.

Le chimiste. Il reconnaissait également que les uns savons de toilette vendus par le commerce, celui qui était le mieux [illegible], possédant au suprême degré les [illegible] thérapeutiques, c'était le savon de création récente par le même Parfumeur. C'est donc celui dont l'usage préférablement à ceux portant les étiquettes de fantaisie désignées sous le nom de Lactess, Extrait [illegible], etc.

[illegible], fournisseur des cours de France, de l'Opéra 207, rue St Honoré, à Paris.

[illegible] La machine à coudre de Grover & Baker a obtenu le premier prix accordé à la meilleure machine pour familles, aux Foires d'Etat de la Louisiane et du Texas. Bureaux, 182, Canal.

[illegible] Il n'est pas étonnant que les hommes gens vous fassent l'éloge de la machine à coudre à points tordus de WILCOX & GIBBS, que les poètes, les orateurs, les théologiens, les philosophes, les savants [illegible] son influence sur les destinées sociales et [illegible] la destinée de la femme. A vendre par [illegible] Hedrick, 87 et 118 de la rue du Canal.

LA CHALEUR EN FRANCE.—Nous lisons dans le *Journal du Havre* du 28 juin :

La chaleur devient insupportable. Les thermomètres marquent, ici, à l'ombre, 29 et au soleil, 36.

Il faut remonter jusqu'à 1802 pour trouver le thermomètre équivalent de ce que nous éprouvons cette année.

Tous les baromètres sont au beau fixe.

Hier, à Paris, les thermomètres, à l'ombre, marquaient, à deux heures de l'après-midi, le maximum d'intensité de la chaleur, 32° centigrades, et au plein soleil dans la cour du Louvre de Louis XIV, 40°.

On parlait, pendant le dîner, chez un [illegible] de la *Gazette de France*, de la [illegible] des *Veuillés à l'Unicorn*. Le [illegible] écoutait.

— Comprenez-vous ça ? disait un convive, [illegible] qui est couvert de poussière ! (Ceci donc ça, dit la bonne, que monsieur disait l'autre jour que M. Veuillot ne [illegible] jamais un duel, parce qu'il est trop [illegible]).

M. Clément Duvernois va fonder un nouveau journal, le *Centre-droit*, avec M. [illegible] jeune (quatre-vingts ans). Octave Bouvard André, etc. Le capital dont [illegible] serait de 100,000 fr.

Les F[illegible] Rhin.

La R[illegible] préoccupe [illegible] Gothard, [illegible] Galatif, [illegible] graves inquiétudes préoccupent [illegible] Assemblée et du [illegible] Rhin. Les dernières mesures du traité international qui stipulent que la Suisse a neutralisé par les mêmes qu'on se propose de placer sous les têtes de ligne de chemins de fer, tous les moyens possibles de faire respecter sa neutralité, si elle venait à être violée par une puissance belligérante.

La seconde déclaration de M. le ministre des affaires étrangères a été non moins importante. M. de Gramont a dit qu'au cas où la neutralité de la Suisse serait violée, et où celle-ci serait impuissante à la maintenir, la France n'hésiterait pas à la défendre les armes à la main.

Malgré toutes, nous croyons pouvoir affirmer que la partie patriotique du peuple français ne se montre pas satisfaite de ces explications.

La question du Saint-Gothard n'est qu'un incident dans l'ensemble des questions qui divisent, à l'heure qu'il est, la Prusse et la France.

Depuis Sadowa, nous assistons à un spectacle fait pour nous attrister, et qui ne saurait nous laisser calmes et froids : c'est l'absorption de l'Allemagne tout entière par la Prusse. Cette absorption, nous l'avons signalée le premier, lors du conflit du Luxembourg. Notre journal a l'honneur de n'avoir jamais abandonné l'intérêt français et d'avoir su prévoir les difficultés toujours croissantes qui nous étreignent à la suite d'une longanimité déplorée par nous.

Hier, c'était la question de Bade ; c'était l'armée badoise recevant un général en chef par le courrier de Berlin.

Aujourd'hui, c'est l'affaire du Saint-Gothard.

Demain, ce sera autre chose.

L'absorption va, va toujours et ne s'arrêtera que lorsque la France, fatiguée et indignée de son apathie, se réveillera enfin pour se souvenir de tous les déboires que la Prusse lui fait subir depuis 1815.

Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, la question prussienne est toujours à l'ordre du jour en France.

Il y a un fait à remarquer, c'est que, dans tout grand pays, on a toujours besoin, comme contrepoids et stimulant, d'une haine nationale. Athènes avec Sparte, Rome avec Carthage, la France avec l'Angleterre.

Il s'est trouvé qu'au milieu de cette grande mobilité des événements humains les anciennes injures ont fait place à de plus récentes.

Ce n'est pas du côté de l'Angleterre que se dirigent, à l'heure qu'il est, en s'éveillant, les grandes animosités françaises : c'est vers la Prusse.

D'autant plus que les questions d'intérêt sont venues appuyer les questions d'honneur.

Il ne faut pas seulement Waterloo que nous pleurons, c'est le Rhin qu'il nous faut.

Les ministres, quels qu'ils soient, et tous les hommes politiques à écarter vue qui font de la politique au jour le jour, auront beau venir jeter les flots de leur froide éloquence sur ce feu couvert qui couve, ils n'arriveront pas à l'éteindre et il ne feront qu'en rendre plus formidable, pour plus tard, l'explosion que les hommes clairvoyants prévoient.

Descendez dans la rue, questionnez le premier qui passe, mettez, dans sa percuse, la main sur le cœur de ce grand pays qu'il s'appelle la France, et vous en sentirez battre les palpitations puissantes du patriotisme. Qu'il soit question de la revendication de nos frontières naturelles, qui est l'avenir.

Certaines difficultés politiques ressemblent à ces dents d'ivoire dont qu'il vaut mieux briser dans le nid que d'en attendre l'éclosion.

Souvenez-vous de Ravaillac, lorsqu'il frappa Henri IV, frappa du même coup la France, et le jet de sang qui sortit de la blessure coula jusqu'à Sélférino.

L'Autriche payait là quelque chose qui n'est pas l'œuvre de l'envahissement de l'Allemagne que la Prusse prépare aujourd'hui.

Si Henri IV avait pu vaincre et accomplir ses vastes desseins, toutes les guerres que nous avons eues depuis la campagne de la Valtelline, sous Richelieu, en passant par les guerres de Louis XIV, de Louis XV, de la Révolution et de l'Empire, nous ont épargnées.

Eh bien, nous sommes en commenant vis à vis de la Prusse dans la même situation qu'Henri IV était vis à vis de l'Autriche, quelque temps avant son assassinat.

Arrêter la Prusse, nous le pouvons maintenant.

Le pourrons-nous plus tard.

Et si l'Allemagne nous fait gérer une longue succession faite générations à venir ? Les peuples sont comme une famille : il est des devoirs qu'on doit remplir à certaines heures, et cela, pour décharger l'avenir de tout le poids que nous pouvons porter nous-mêmes.

Ne seule fois manqueraît au règne si grand et si glorieux de Napoléon III, c'est, plus tard, on pouvait lui reprocher de n'avoir pas résolu des questions plus faciles pour lui que pour ses successeurs.

Nous n'avons pas la prétention d'assigner à l'empereur un jour où une heure pour le passage de notre armée fédérale. Seulement, dans l'élan respectueux de notre patriotisme et de notre dévouement, nous voyons avec joie que le moment où, tout à la fois une solidarité des intérêts nationaux et des intérêts dynastiques.

Ce n'est pas le moment de reculer devant des difficultés qu'on les aplanit.

M. de Gramont n'a donc fait que suivre les errements de ses prédécesseurs, et est à redouter que les hésitations de M. de Gramont ne se laissent séduire par ce moyen facile et commode d'échapper à toute résolution et à toute détermination viriles.

Il est, tous, l'air de dire le mot qu'on attribue à Louis XV : "Cela durera toujours bien autant que nous. Après nous, le déluge."

Voilà que la France ne veut pas ; voilà ce que l'empereur ne veut pas ; voilà ce que l'empereur ne veut pas pour vouloir.

Il est impossible à un Napoléon de laisser en suspens des questions qui intéressent à un si haut point et notre honneur et notre sécurité.

Quand prendra-t-on, enfin, un parti ?

Nous n'en savons rien ; mais, le plus tôt sera le meilleur.

PAUL DE CASSAGNAC.

LES PRÉPARATIFS DE LA PRUSSE

Ayant la nouvelle de la candidature qui a mis le feu aux poudres, le *Gaulois* publiait le paragraphe suivant :

La Prusse, avons-nous dit, a son armée prête à toute éventualité. En ce moment, elle exerce ses troupes aux manœuvres des wagons, à monter et à descendre des trains, à placer et à déplacer des canons ainsi que des projectiles et munitions de guerre dans les voitures, etc., etc.; c'est, entre Hamburg et Berlin que ces exercices ont lieu chaque semaine.

Quant au chemin de fer qui doit relier le port de Keil aux réseaux européens, le gouvernement prussien en pousse l'exécution avec la plus grande activité.

Le Concile Protestant.

Nous lisons dans la *Patrie* :

Nous disions, le 12, que l'Angleterre avait répondu chaleureusement, par un meeting chez le lord-maire de Londres, à l'appel de l'Amérique, qui l'invitait à un concile protestant ; que l'Angleterre, de son côté, proposait la révision de la Bible, et nous indiquions légèrement où pourrait aller cette révision.

L'Angleterre recule. L'évêque de Gloucester et de Bristol, et l'archevêque de Cantorbéry ont publié le *Times* de publier deux lettres assez longues qu'ils viennent d'échanger.

L'évêque de Gloucester et de Bristol a pris l'initiative nouvelle. Il écrit à l'archevêque de Cantorbéry que, "le concile qui se tient jusqu'à lui *l'inférieur*, beaucoup de gens sérieux *serious people* croient désirable qu'une évêques anglais songent à quelque protestation relative (seulement relative) au culte de Rome."

Ensuite, l'évêque de Gloucester oppose deux raisons : 1o C'est trop tard. 2o Cela ne regarde pas l'Angleterre.

L'archevêque lui répond à la réplique avec un *sérieux* parfait. Il ne croit pas "désirable d'aller en avant *to come forward*) et de lancer un manifeste contre l'infaillibilité papale."

Sa Grâce répète et confirme les raisons de son noble interlocuteur, et ajoute qu'elle est de plus, que l'Angleterre n'attend de ses évêques aucune autre déclaration ou action qu'un ferme attachement à leurs vieux principes de pratique et d'enseignement.

Sa Grâce n'est pas moins sûre que "nulle part le grand corps des chrétiens ne désire de voir bouger *to move* les évêques anglais."

Voilà donc qui est dit. L'appel à la révision, qui était parti du banc des évêques de la Chambre des lords des auteurs des deux lettres ci-dessus en fait partie), cet appel reçoit à l'esprit, car il n'est plus question ni de *déclaration*, ni d'action, ni de bouger.

L'histoire de la protestation contre le concile n'a été mise en avant que pour amener un désaveu formel de toute action et de tout mouvement.

Personne n'avait proposé une protestation distincte du concile de New York et de la révision de la Bible.

Mais ce genre de protestation avait été vigoureusement formulé dans le meeting du 22 mai, chez le lord-maire de Londres.

Il est inutile d'ajouter que le comité de révision ne se complète pas, que beaucoup de lumières de l'église anglicane, le docteur Pusey, l'archevêque Manning, etc., ont refusé d'en faire partie ; que M. Gladstone et la Chambre des communes ont définitivement l'invitation de prendre l'affaire en main, et que la retraite des évêques lui donne le coup de grâce.

Nous nous bornons toujours au rôle de spectateur impartial, non sans nous rappeler le passage de Bossuet sur "l'Angleterre plus agitée, en se terre et dans ses ports même que l'océan qui l'environne."

PAR LE TÉLÉGRAPHE.

Dépêches Transatlantiques à l'Abeille.

France et Prusse.

Malveillance de l'Angleterre.

Un mot de Gladstone.

La France persiste dans sa demande contre la Prusse.

Impossibilité pour cette puissance de modifier sa politique.

Le Parlement de l'Allemagne du Nord sommé de répondre à la France.

Dépêche de l'ambassadeur français à Berlin.

Elle est tronquée par l'opérateur prussien.

Ce qu'on peut y comprendre.

Les Danois sont dans la jubilation.

Les chevaux de l'Empereur partis pour la frontière.

Un mot de Serrano contre les candidatures.

Nouvelles Européennes

Plymouth, Angleterre, 11.— Plusieurs navires blindés prussiens qui étaient à l'ancre dans ce port, ont reçu l'ordre de rentrer dans la Baltique, puis un contre-ordre les a fait partir du côté de Cherbourg.

Paris, 11 juil.—Le journal officiel annonce qu'il cessera de donner de la publicité aux mouvements de troupes.

On attend d'un moment à l'autre la réponse de la Prusse.

Le journal officiel dit qu'en cas de guerre, l'Empereur ne prendra aucun personnel avec la Prusse Impérial dans son état-major.

Berlin, 17 —Le journal semi-officiel dit que la France persiste dans son insulte envers la Prusse en la rendant responsable de la candidature du prince de Hohenzollern.

Madrid, 11—La Régence réitère sa déclaration qu'elle n'a rien inspiré par aucun sentiment d'hostilité contre la France. Les journaux républicains disent que l'unique solution de leurs troubles est dans la proclamation immédiate de la république.

Berlin, 11 juil—Le Parlement de l'Allemagne du Nord a été sommé de répondre à la France. Le rapport d'après lequel la Prusse ferait des préparatifs maritimes n'est pas vrai.

Plus tard.—Londres, 11 juil—Il y a moins d'inquiétude ici et à Paris et l'impression est qu'en gagnant du temps, la question soulevée entre la Prusse et la France sera réglée sans avoir recours aux mesures extrêmes. Les cours ont baissé de beaucoup depuis ce matin et la tendance est encore à la baisse. Les fonds anglais qui étaient à 86 1/2 à 1 heure, viennent de fermer à 86 1/8. D'autres fonds ont avancé proportionnellement. Le meilleur des positions se fait jour à Paris. A la Bourse, à 2 heures, les rentes étaient à 69 40, étausse très décidée.

Paris, 11.—La grève de Mulhouse continue. Elle compte 10,000 ouvriers.

Rome, 11.—Le Saint Père n'a exercé aucune pression sur les membres du concile en faveur du dogme de l'infaillibilité. Le *Journal de Rome* dit que le Pape a seulement montré de la patience et de la tolérance.

Paris, 11 juil, 2 h. du soir—Bourse plus ferme. Rentes 69.40.

Londres, 11 juil.—A la Chambre des Communes, aujourd'hui, Gladstone a dit que la nomination de Hohenzollern avait pris le gouvernement par surprise. La France a menacé d'avoir recours aux mesures extrêmes. Si la France persiste, le gouvernement de S.M. épousera tous les moyens pour empêcher la guerre dans une affaire qui la justifie si peu.

Londres, 11—La *Pall Mall Gazette* pense que l'affaire se compliquera par les conséquences maladroites de la déclaration qu'Ollivier au Corps Législatif de ce que la France supporterait ou ne supporterait pas, au sujet de la nomination du prince Leopold. Il est difficile pour la Prusse de retirer ou de modifier maintenant sa politique.

Paris, 11—Le *Gaulois* dit : Les chevaux de l'Empereur ont été envoyés à la frontière. On assure que la France ne consentira à un Congrès des puissances que lorsque la Prusse aura cédé sur la question de la candidature du prince Léopold.

Paris, 11—On rapporte qu'une dépêche télégraphique qui a été envoyée hier d'Ems à l'Empereur, par le comte Benedetti, a été si bien altérée par le télégraphe prussien, qu'on n'a pu en déchiffrer qu'une très faible partie. La seule phrase qu'on ait pu comprendre est que le prince Léopold avait reçu le consentement du roi de Prusse à son acceptation de l'offre du général Prim.

Le prince Léopold est à Ems et assiste aux conseils tenus par le roi et ses ministres.

Paul Darce est parti pour Ems, hier soir, avec les dernières instructions pour le ministre Beneditte.

Le comte Beneditte se plaint des articles qui ont paru dans le *Constitutionnel*.

On dit que les Danois sont pleins d'enthousiasme pour la guerre contre la Prusse.

Madrid, 11—On rapporte que le maréchal Serrano a dit au ministre français qu'il évitait de se mêler d'aucune candidature dans la crainte qu'on pût dire qu'il désire la continuation de la Régence.

Il a fait peur la candidature du prince Hohenzollern ce qu'il a fait pour toutes les candidatures précédentes.

Londres, 11.—A la Chambre des Lords le comte Granville a dit que la France ayant annoncé sa détermination de résister dans l'affaire du prince Hohenzollern, le gouvernement de la reine, de concert avec d'autres gouvernements, emploiera tous les moyens pour préserver la paix.

Nouvelles de la Havane.

La Havane, 11 juil.—Dans un récent engagement, près de Moron, 18 Espagnols et 16 insurgés ont été tués. Les complications européennes donnent lieu à une grande excitation.

Nouvelles de Washington.

Washington, 11—Le Revenu a touché aujourd'hui $1,300,000.

M. Randolph Coyle Jr. a été nommé secrétaire de la commission des réclamations mexicaines. M. Fish restera secrétaire d'Etat jusqu'en octobre. Le comité de conférence sur le bill de conversion avait eu une conférence prolongée, mais sans aucun résultat. Le comité de la Chambre veut quatre pour cent sans agence étrangère.

Le général Hancock nie avoir, avec intention, traité le Président Grant d'une manière irrespectueuse.

CHAMBRE—Le comité des allocations a été chargé de faire enquête, sur le marché de Washington, sur un vieux million de capital ayant été, par corruption, mal appliqué.

SÉNAT. — Les pouvoirs de MM. Anthony et Crugin, qui était présents le 4 décembre suivante a eu lieu, sur le bill de taxe de vente qui a passé aujourd'hui, M. Thurbell appelle le bill pour confirmer le titre des acquéreurs des terres vendues pour taxes dans les Etats naguères insurgés.

M. Bayard s'oppose au bill et a dit qu'il confirmait les ventes faites avec les irrégularités les plus grossières et les conditions imposées aux anciens propriétaires avant qu'ils puissent recouvrer leurs terres, bill qui ne peut plus prévenir de injustes.

M. Trumbull dit que l'homme qui a négligé de payer ses taxes doit payer les frais avant de recouvrer ses biens.

M. Connerly dit que le bill fait valider les ventes nulles pour taxes et impose des conditions extraordinaires, inouïes et, selon lui, illégales.

M. Bayard demande qu'on biffe la clause requérant le paiement des frais.—Rejeté.

Il demande alors d'amendement le bill de manière à ce qu'il n'ait d'effet que dans le cas où la vente aura été faite suivant la loi. Il soutient que dans quelques-uns de ces ventes les frais avaient été additionnés sans aucun pour la loi. L'amendement est rejeté et le bill passe.

La pension de Mme Lincoln a été revotée.

Le bill d'allocation a été rejeté.—La Douane de Charleston sera [illegible].

Washington, 11—Chamberlain—Le bill de réhabilitation générale, tel qu'il a été amendé par le Sénat, passe par 120 contre 33 et vote l'opposition, le rejetant de la majorité contre l'adoption du colonel Sloat au Congrès qui adopté. Après une heure de débat et sans division une somme de $20,000 a été allouée pour les frais de la délégation indienne.

Pensacola Blanche nécessé MM. Schenck, Kelly et Prosser, membres formant le comité sur le bill de taxe.

Washington, 11—Le Sénat a confirmé Thomas Murphy, collecteur des douanes à New York, et Thomas Holhouse, assistant-trésorier à New York. Cette affaire est regardée de comme un échec pour le sénateur Fenton.

Washington, 11 juil—L'ajournement de Pat Wood, s'il est opéré par les gardiens de Washington, l'empêchera de bénéficier du pardon du Président en, de l'habeas corpus.

D'autres nouvelles annoncent de nouveaux outrages des Cheyennes et des Arapahoes.

Une lecture attentive de la vaste masse de nouvelles transmises par le câble Atlantique indique que les Cortes Prétoriennes n'empêcheront pas la candidature de Hohenzollern et que la France fora la guerre.

La tendance des fonds à la baisse, ce soir, indique des nouvelles rassurantes qui ne sont pas arrivées ici.

Nouvelles Diverses,

St.-Louis, 11.—La cour de comté a ordonné de payer en argent toutes les obligations échues et stipulées payables en espèces.

Près de 500 travailleurs chinois sont arrivés ici et repartis pour Memphis pour remplacer de la sur des habitudes dans l'intérieur du Tennessee ; ils sont très tranquilles.

St.-Louis, 11.—500 travailleurs Chinois sont arrivés pour Memphis où ils vont travailler ; ils sont très rangés.

Richmond, 11.—Le *Dispatch* a reçu avis d'une sérieuse émeute dans le comté de Louisa. On a joué du pistolet et du poignard et trois hommes ont été grièvement blessés, et beaucoup d'autres l'ont été plus ou moins.

La Législature s'est ajournée au 1er octobre.

Atlanta, 11 juillet—La Législature s'est réunie aujourd'hui. Le Sénat continue à discuter l'acte d'allocation de 1869 et, par un vote de 28 contre 10, décide que la discussion continuera jusqu'à nouvel ordre.

Une résolution changeant le trésorier d'Etat pour remettre le fonds d'école pour payer des réclamations, a été déposée sur le bureau.

La Chambre une pareille résolution a été indéfiniment ajournée.

Denver, Colorado, 11.—Jac. O'Neill a été pendu ce soir, sur le pont Brown, à 9 milles d'ici. Il a été jugé incompétent. Il portait sur lui, au moment de la mort, [illegible] placard sur le corps, avec cette inscription : Voleur de chevaux !

Laramie City, 11.—Nous apprenons du colonel Downey, que les mineurs qui étaient employés aux mines "Last Chance" ont déserté les lieux. Un rapport reçu, par suite des dernières déprédations commises par les indiens à North Park, ils ne veulent pas courir le risque d'être massacrés et ne resteront aux mines qu'autant qu'ils seront protégés par les troupes du gouvernement. Il est grandement temps que le gouvernement occupe de la vie des hommes placés sur la frontière à la merci des sauvages.

Nous apprenons de bonne source que douze à quinze indiens ont été vus rôdant autour des mines "Last Chance." Les mineurs arment à se frayer leur chemin en combattant, si le cas y est, ce qu'ils laisseront derrière sera détruit.

Evansville, Ind., 11 juil—Le juge Jas. T. Walker a déclaré que la loi de l'Etat punissant les mariages entre les personnes de sang contraire à l'acte des droits civils du Congrès.

Peter Vandermade, hollandais, et Lucy Ann Bohn, mulâtresse, se sauvent la populace a fait un mauvais parti samedi, ont été relâchés et leur mariage déclaré légal.

Chicago, 11.—Ce matin à 10 heures, John J. Denlin, employé en double capacité de commissaire et de cocher par R. J. Morse, joaillier, rue du Lac, a voulu tirer un monsieur derrière son comptoir en faisant feu sur lui avec un revolver. Il ne se trouvait alors qu'à 4 pieds de sa victime. Heureusement, le revolver, qui appartient à Morse, était chargé depuis longtemps et les cartouches avaient perdu leur force.

La balle l'a frappé au-dessus du cœur, mais n'a pu percer le gilet. Denlin a été arrêté et logé à l'Armory. Morse, à cause de l'incapacité de cet employé, venait de le renvoyer. Il avait reçu un avant l'attentat. C'est ce renvoi qui a porté Denlin à se venger.

Marchés européens.

Liverpool, 11 juillet, au soir—Le coton a fermé sensiblement. Orléans à 9 3/4 à 9 7/8. Ventes du jour 10,000 balles.

Hâvre, 11 juillet—Le coton a ouvert en hausse à 115 fr., disponibles et à 114 à livrer.

Londres, 11 au soir—Consolidés 92 1/2. — 5-20 ; 86 1/2.

Marchés américains.

New-York, 11 juillet, au soir—L'escompte a fermé à 4 à 6. Sterling 10 à 10 1/8. Fonds publics locaux ; 5-20 de 1862 à 110 5/8. L'or a fermé calme à 13 à 13 1/8. Fonds du Sud actifs et en hausse.

Le coton a fermé ferme, modérément, cotes nominales. Vente du jour 700 balles. Mid. Uplands 19 3/4. Lots actifs, calme du Sud à 20 à 20 1/4. Tout 29 30. Sucre actif.

New-York, 11, au soir.—Argent facile de 3 à 5 sur appel. Escompte de 5 1/2 à 7. Les billets d'affaires ont été nettement avec bonne demande. Hausse de 1 à 6 pour 100 par demande. Change plus fort à 110 1/8. Les fonds ont baissé de 1/4 à 1/2 avec la chute des fonds au Europe. Plats et lourds à la clôture. 5-20, 110 5/8. 10, 40, 107 3/4. Beaucoup d'affaires sur l'or à 14 3/8 atteint 15 1/2. Prompte réaction alors à 14 1/2. Le coton a été dominé par de nombreuses fluctuations, fermé à 13 1/8.

Galveston, 11 juillet—Coton plat. Prix nominaux. Bon ordinaire 13 3/4. Vendu aujourd'hui 36 balles. Reçu 50. Stock 11,360.

Mobile, 11 juillet—Coton calme. Low Mid. 18. Vendu 460 balles. Reçu 117. Stock 20,326.

Savannah, 11 juillet—Coton en bonne demande. Mid. 19. Vendu 200 balles. Reçu 525. Stock 8,896.

Charleston, 11.—Coton plat. Prix nominaux. Mid. 18. Reçu 363. Vendu 50. Stock 5678.

Memphis, 11—Coton plat à 17 1/2 et 18. Vendu 238 balles. Reçu 181.

Louisville, 11—Coton lourd à 18. Farine faible. Porc $30 00. Whiskey 96 à 97 c.

St.-Louis, 11.—Farine calme $4 25 à 4 50.

Cincinnati, 11, — Farine ferme $5 70 à $5 75. Coton nominal, offert à 18 1/2. Porc $28 50 à $29 00.

Nouvelles des rivières.

Louisville, 11.—Arrivée le Silver Spray, de Cincinnati ; et parti pour la Nouvelle-Orléans. Le fleuve monte lentement avec 5 pieds 6 pouces d'eau aux chûtes. Il fait exceptionnellement chaud. Thermomètre 96 dans la soirée.

Pittsburg, 11 juillet—Le temps est clair et agréable. Thermomètre 91 à midi. Le Monongahela a 4 pieds 3 pouces d'eau.

St-Louis, 11 juillet—Arrivée, le Colorado, de Vicksburg ; le Grand Tower, de Memphis. Parti, le Belle, de St-Louis pour Memphis. Le fleuve a monté de 4 pouces depuis hier. Le temps est clair, mais il fait bien chaud.

Cincinnati, 11 juillet—Le fleuve a monté de 22 pouces depuis hier soir. Il y a 13 pieds d'eau au canal. Le temps est couvert, et il a plu hier soir. Thermomètre 86 le soir.

Nouvelles des Passes.

Passe Sud-Ouest, 11, 6 P. M.—Baromètre 30.60, il vente frais du S. E.

(*Dépêches de lundi.*)

Paris, 10 juillet—Pas de nouveaux développements.

La Bourse est toujours excitée. Les rentes ont baissé de 37 centimes et sont cotées à 69.35.

Les négociations continuent — résultat incertain. Le *Constitutionnel*, dans un extra, dément le bruit d'après lequel Hohenzollern aurait mis fin à la difficulté en refusant la candidature. Le journal ajoute : Si la Prusse est étrangère à la candidature de Hohenzollern, elle peut prouver sa sincérité et forçant Hohenzollern à renoncer au trône. Le prince est sous le contrôle du roi de Prusse qui tient ainsi la paix de l'Europe dans sa main. Le baron Von Werther dit que la précipitation de la France vérifie la croyance que la France désire depuis longtemps une guerre sur le Rhin.

Le *Constitutionnel* dit qu'on attend ce soir une réponse de la Prusse. Si elle est insuffisante, les mesures nécessaires seront prises pour la sécurité immédiatement et pour l'honneur de la France. Le *Gaulois* dit que le prince Napoléon est allé à Copenhague pour négocier un traité.

Ce que dit le *Gaulois* qu'Espartero n'est pressenté comme Hohenzollern et qu'il a fait appel à ses partisans pour qu'ils appuient le prince de Asturies, est extrêmement inexact. Cette contradiction vient de bonne source.

6 heures du soir.—Les négociations n'ont abouti pas à [illegible] qui de font avec une grande activité. Le Prusse provoque [illegible] Cette contradiction vient de bonne source.

Madrid, 11 juillet—Le Prince Léopold a reçu l'ordre de se tenir prêt à [illegible] Le Prince Léopold n'est pas retiré dans les Pyrénées, mais ministres français seront rappelés de Berlin et de Madrid, et la guerre sera déclarée.

Le Prince Léopold a [illegible] Prusse, en pesant sur la situation et en refusant de laisser la question du trône espagnol au peuple d'Espagne, est fortement condamné dans [illegible] et la conduite calme et dignée de la Prusse est approuvée.

Londres, 11—La panique qui règne est attribuée au règlement prochain de quelques [illegible] qui ne resterent les papiers d'affaires.

Des dépêches de diverses capitales de l'Europe [illegible] Prusse [illegible] Hohenzollern [illegible] Espagne [illegible] Prim [illegible] Espagne [illegible] Prim [illegible] Espagne [illegible] Prim